

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 17 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE

Déchèterie de Bouillargues
30230 Bouillargues

Références : 2025-12-
Code AIOT : 0006601656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implanté Déchèterie de Bouillargues Lieu-dit Pissevin-Est - rte de Manduel 30230 Bouillargues.

La visite est effectuée dans le cadre de la présentation à l'Inspection des installations classées et au SDIS du plan de défense incendie relatif à la déchetterie de Bouillargues, organisée par l'exploitant in situ en vue de le soumettre à leur validation. Ce PDI une fois validé doit servir de modèle pour les PDI à mettre en place sur l'ensemble des déchetteries gérées par la CANIM. Cette visite a également pour objet de vérifier la mise en conformité des points non conformes relevés lors de la visite d'inspection du 20/05/2025 sur la thématique des risques d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Déchèterie de Bouillargues Lieu-dit Pissevin-Est - rte de Manduel 30230 Bouillargues
- Code AIOT : 0006601656 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'arrêté préfectoral d'autorisation n°98.225N du 29 décembre 1998 a autorisé le SIVU des GRIMAUDES à créer et exploiter une

déchetterie intercommunale sur les parcelles n°s 102 et 119 section ZE, sur le territoire de la commune de Bouillargues, lieu-dit « Pissevin-Est », au titre de la rubrique 2710-1 de la nomenclature des ICPE, complété par l'arrêté préfectoral n°10.031N en date du 28 mai 2010.

La déchetterie de Bouillargues, dite "déchetterie des Grimaudes" a été construite en 1999. Elle collecte les déchets des particuliers et des professionnels et effectue des opérations de broyage des déchets verts collectés.

Un récépissé de changement d'exploitant a été délivré à la Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole suite à sa reprise de l'exploitation du site en 2011, ainsi qu'un récépissé de déclaration d'antériorité le 7 août 2013 sous la référence N°13.154N, pour les rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1, sous le régime de l'autorisation, suite à l'évolution de la nomenclature des ICPE.

La reconstruction et la mise aux normes du site par la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°18.039N du 26 mars 2018, qui a été modifié par l'arrêté préfectoral n°18.125N du 12 septembre 2018.

L'installation est située au Nord Est de la commune de Bouillargues (30230), au lieu-dit « Pissevin-Est » sur la route de Manduel (D346) à environ 2km du centre-ville de Bouillargues.

Elle comprend une plateforme supérieure accueillant 13 quais de déchargement dans des bennes de 15 à 30 m³, pour la collecte de déchets non dangereux de métaux, bois, cartons, mobilier, incinérables et non incinérables, plâtre, et une plateforme inférieure accueillant une aire de dépôt et de broyage de déchets verts, une zone de dépôt de gravats de plain pied et la zone de service où sont entreposées les bennes. Des bennes polyvalentes sont également prévues au niveau des quais pour le dépôt de déchets verts lors des opérations de broyage interdisant l'accès des usagers à la plateforme des déchets verts.

Elle comprend également des locaux pour entreposer les déchets dangereux spécifiques (DDS), les déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE), les extincteurs usagés, le réemploi, les flux spécifiques (huiles minérales et végétales, ampoules et néons, piles, batteries et accumulateurs, cartouches d'encre), un auvent fermé pour les déchets d'amiante liée, un container pour les pneumatiques ainsi que des conteneurs spécifiques pour les papiers, textiles, verre (PAV).

Enfin, le site comprend un bassin d'orage d'un volume total utile de 600 m³, dans lequel a été aménagé un bassin étanché par géomembrane (volume mort) de 120 m³, séparé du bassin d'infiltration de 480 m³ par une vanne-martellière.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : AR - 7 | Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par

exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Il a été constaté lors de la visite que la ligne rouge tracée sur le sol en vue de délimiter la zone autorisée aux usagers pour le dépôt des déchets de plâtre de celle réservée au service sur la plateforme inférieure était peu visible, étant en partie effacée par les passages de véhicules. Un usager venant déposer ses déchets de plâtre a d'ailleurs franchi cette ligne lors même du contrôle par l'Inspection. A la suite de ce constat, l'exploitant a mis en place des cônes de chantier le long de cette ligne pour mieux la matérialiser.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.1.1.	Demande d'action corrective	
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.4.	Demande d'action corrective	

4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Confinement interne	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.4.1.V	Demande d'action corrective	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de la visite et les justificatifs transmis à sa suite par l'exploitant (photos, PDI dans sa version définitive intégrant les préconisations du SDIS) ont permis de constater la mise en conformité de l'ensemble des points de contrôle, répondant ainsi aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 23 juin 2025. Il n'est donc pas proposé de suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 26/09/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : <p>Une 1ère version du plan de défense incendie relatif à la déchetterie de Bouillargues a été présentée à l'Inspection et au SDIS lors de la visite.</p> <p>La version définitive de ce plan, intégrant les préconisations du SDIS, a été transmise par courriel du 12/12/2025. Elle comprend toutes les informations réglementaires requises.</p>

Conformément aux préconisations du SDIS, un plan d'implantation des installations, localisant clairement:

- les zones à risque et la nature du risque,
- l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie,
- les réseaux d'alimentation en eau et les réseaux de collecte des eaux pluviales, des égouts,
- les bassins de rétention avec mention de la vanne permettant leur sectorisation en cas de sinistre,

ainsi que les coordonnées des responsables du site à prévenir en cas de sinistre sont affichés en permanence à l'extérieur du local d'accueil à l'entrée du site, le reste des documents composant le PDI restant à l'intérieur du local à disposition des services de secours et d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à mettre à jour son plan de défense incendie à chaque évolution et s'assurera que les services d'incendie et de secours disposent de la dernière version actualisée.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Localisation des risques


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 26/07/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>
Constats : <p>Il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un plan général des installations localisant les zones à risques d'incendie, d'explosion et d'émanations toxiques dans le local d'accueil; toutefois la nature des risques était difficilement lisible sur ce plan trop petit;- l'absence d'affichage des risques en limite des zones concernées. <p>Par courriel du 12/12/2025, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none">- une photo attestant la mise en place du plan de risques et moyens de secours en format A3, avec les pictogrammes de danger agrandis, dans le tableau vitré en façade du local agent;- des photos attestant la mise en place de pictogrammes afférents aux différents risques rencontrés sur le site, au niveau des quais de déchargement des déchets combustibles et des containers des DDS, des bouteilles de gaz et extincteurs usagés et des DEEE, et de la plateforme des déchets verts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 26/07/2025
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;[...]- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 9.4.1. ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : <p>Il a été constaté dans le local du gardien la présence des consignes d'exploitation suivantes qui étaient manquantes lors de la précédente inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 9.4.1. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 26/07/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Le rapport de vérification des installations électriques daté du 23/01/2025 a été présenté: il ne comporte aucune observation de non-conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Confinement interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.4.1.V
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• Date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2025
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est de 120 m³.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>Il a été constaté que la vanne fermant l'orifice d'écoulement du bassin étanche de confinement était en position fermée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 2 Localisation des risques



Affichage risques quai benne déchets bois



Plan risques



Affichage risques container DDS



Risque container extincteurs bouteilles gaz

N° 5 Confinement interne



Vanne martelière fermée

